



Montréal-Ouest, le 27 septembre 2022

Objet : Réponses des candidats aux membres du Pôle d'économie sociale VHSL – Élections Québec 2022

Aux membres du Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent,

Il nous fait plaisir de vous partager les réponses des différents candidats aux élections provinciales québécoises 2022 à la question que nous avons posée à l'ensemble des 6 principaux partis politiques.

Nous avons effectué cette démarche avec une posture pédagogique. Nous avons rencontré au total plus de 20 candidats sur une possibilité de 43 candidats en provenance des 6 principales formations politiques présentes dans les 7 circonscriptions de la Montérégie-Ouest.

Ces circonscriptions sont celles de: Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, La Prairie, Sanguinet, Soulanges et Vaudreuil.

Notre question se déclinait ainsi : **Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?**

Nous vous souhaitons une bonne lecture et une bonne réflexion en attendant les journées de vote par anticipation ce week-end ainsi que le scrutin du 3 octobre prochain!

L'équipe du Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

Note : les réponses vous sont dévoilées dans l'ordre alphabétique des formations politiques

Coalition Avenir Québec

Q. : Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?

R. : En 2020, le gouvernement de la CAQ a présenté l'ambitieux Plan d'action gouvernemental en économie sociale, qui présente une vision mobilisatrice afin de positionner les entreprises d'économie sociale comme des acteurs essentiels à la vitalité socioéconomique du Québec par leur réponse adaptée et durable aux besoins des individus et des collectivités.

On veut mobiliser les entreprises d'économie sociale, stimuler l'innovation et mettre en valeur l'entrepreneuriat collectif comme moyen de créer de la richesse pour le bénéfice de tous les Québécois.

Le plan comporte une vingtaine de mesures et est accompagné d'investissements de plus de 137M\$. Ces investissements ont généré plus de 520M\$ dans l'écosystème entrepreneurial collectif.

Le plan identifie plusieurs priorités claires, soit la réponse au défi démographique, l'innovation et les technologies, l'autonomie alimentaire, l'économie circulaire et l'environnement.

Le chantier d'économie sociale a aussi participé à l'élaboration du volet innovation sociale de la nouvelle Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation (SQRI).

On a aussi assoupli le programme d'immobilisation en entrepreneuriat collectif qui sert à aider les entreprises d'économie sociale dans l'acquisition ou la rénovation de bâtiment dont l'appel de projets vient tout juste d'être ouvert.

On va bien sûr continuer de soutenir les entreprises d'économie sociale qui sont un moteur important dans nos communautés.

Réponse fournie par M. Mathieu Durocher, attaché de presse régional

Parti Conservateur du Québec

Q. : Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?

R.1: Le modèle d'entreprise d'économie sociale est très intéressant pour la communauté. Étant moi-même entrepreneur, je suis à même de saluer le travail des entreprises de Sanguinet qui cherchent à redonner et à améliorer la vie de leurs concitoyens.

Au Parti conservateur du Québec, nous croyons que c'est au gouvernement de se serrer la ceinture! Nous nous devons, maintenant plus que jamais avec l'augmentation des coûts, qu'il faut diminuer au maximum les taxes et les impôts pour soutenir les entreprises. Nous souhaitons également faciliter le développement des entreprises en simplifiant les processus réglementaires et la bureaucratie souvent lourde à gérer pour les petites entreprises.

La pénurie de main-d'œuvre est aussi un enjeu important qui touche toutes les sphères de l'économie. Le Parti conservateur du Québec propose de rendre la fiscalité plus compétitive pour y faire face. Plusieurs travailleurs de plus de 60 ans souhaitent continuer à travailler, mais la fiscalité actuelle n'est pas suffisamment intéressante pour eux, et peut même les défavoriser. C'est pourquoi nous souhaitons augmenter le crédit d'impôt de 1 500 \$ à 3 000 \$ pour les travailleurs de 60 à 64 ans et de 1 650 \$ à 5 000 \$ pour les travailleurs de 65 ans et plus.

À plus long terme, une autre façon d'y arriver est aussi d'offrir des mesures favorables aux travailleurs comme le transport en commun. On connaît tous les enjeux du transport intermunicipal de la région. Je travaillerai activement à promouvoir des projets favorisant notamment le déplacement des travailleurs d'est en ouest. Un projet-pilote de gratuité du transport en commun est prévu pour la grande région de Québec, ce qui nous permettra d'évaluer l'intérêt des utilisateurs et, éventuellement, rendre le transport en commun gratuit à l'ensemble du Québec.

Réponse fournie par M. François Guibault, candidat pour Sanguinet

Parti Libéral du Québec

Q. : Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?

R. : Afin d'appuyer les entreprises d'économie sociale, le Parti libéral propose:

Favoriser le développement économique de nos régions

Tant notre vie quotidienne que nos ambitions à long terme profitent d'une économie forte et de finances publiques bien gérées. Elles nous permettent d'envisager un avenir meilleur, de déployer des programmes sociaux et d'aider ceux qui en ont besoin, même temporairement.

Pour relever ces défis, il faut un gouvernement doté d'une réelle vision économique, un gouvernement qui croit en l'importance de stimuler la création de la richesse. Le Parti libéral du Québec est le parti de l'économie.

Sensibiliser la population à la nécessité de la transformation de notre économie

Nous travaillerons avec les secteurs de la formation professionnelle, du collégial – notamment les Centres collégiaux de transfert des technologies (CCTT) – et universitaires pour nous assurer de répondre aux besoins de formation dans les domaines liés, dans l'ensemble des régions.

Soutenir nos entreprises

La pandémie, la hausse de l'inflation et la pénurie de main-d'œuvre ont des impacts financiers non négligeables sur nos entreprises, particulièrement sur les PME. Toutes proportions gardées, le nombre de faillites a augmenté de façon plus importante au Québec qu'ailleurs au Canada.

Limiter les impacts de la hausse du coût de la vie

L'inflation est en augmentation partout dans le monde, y compris au Canada. Le Québec n'est pas à l'abri du phénomène.

Pour soutenir la population dans une période inflationniste, l'État peut agir rapidement sur le coût des services qu'il facture à la population, les taxes qu'il impose et les impôts qu'il prélève. Dans ces circonstances, il faut agir efficacement pour avoir un impact maximal sur les familles.



Par ailleurs, dans une période inflationniste, il est primordial de mieux soutenir les plus vulnérables. Ainsi, nous travaillerons à assurer un soutien plus prévisible et bonifié aux organismes communautaires.

Santé

Notre population vieillit à un rythme accéléré. Le Québec compte en plus quelque 1,75 million de personnes âgées de 65 ans ou plus. Les aînés qui vivent à domicile, qu'ils soient actifs ou qu'ils nécessitent plus de soins, méritent aussi toute notre attention. En ce sens, le Parti libéral du Québec s'engage entre autres à assurer un meilleur financement des organismes communautaires qui œuvrent auprès des aînés à domicile et en santé mentale.

Justice

Nous devons accorder une importance plus soutenue à la justice. Pourquoi? Parce que dans les faits, l'accessibilité au système de justice est loin d'être équitable: elle varie en fonction du revenu des personnes.

Nous avons le devoir de travailler sans relâche afin de rendre le système de justice plus juste. Pour y arriver, le Parti libéral propose entre autres de miser sur l'accès aux conseils juridiques via les Centres de justice de proximité et les organismes communautaires ;

Prévenir la violence armée

La montée des violences armées est inquiétante. Cependant, les actions de répression doivent être accompagnées de mesures de prévention. Ainsi, nous nous engageons à investir un dollar en aide aux organismes communautaires qui œuvrent en prévention pour chaque dollar investi dans l'Opération Centaure.

Réponse fournie par M. Jean-Claude Poissant, candidat pour Huntingdon

Parti Québécois

Q. : Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?

R. : Chers membres du Pôle d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent,

Que nous soyons au gouvernement ou dans l'opposition à l'Assemblée nationale, les entreprises d'économie sociale auront toujours l'appui du Parti Québécois. Cet appui se concrétise par plusieurs volets dans notre Projet national disponible sur le site internet du Parti Québécois :

Le Parti Québécois aspire à favoriser un entrepreneuriat vert chez les PME québécoises par le biais de politiques d'achat public et d'accompagnement adaptées, en misant notamment sur le développement de l'économie sociale, coopérative et de l'entrepreneuriat social. Par ailleurs, on veut promouvoir et valoriser l'entrepreneuriat dans les écoles et mettre en place des mécanismes de mentorat d'affaires.

Le Parti Québécois veut favoriser l'éducation relative à l'environnement et développer la recherche fondamentale et appliquée en la matière, notamment en adoptant une politique de recherche et développement axée sur l'émergence d'une société résiliente et d'une économie durable;

Un gouvernement péquiste mettra en œuvre un politique environnementale autour du concept d'économie circulaire en favorisant notamment l'écoconception des produits dans une perspective de lutte contre l'obsolescence programmée, des pratiques de recyclage plus efficaces, ainsi que les circuits courts de production-consommation reflétant la philosophie du quadruple R (récupérer, réutiliser, recycler, réparer).

Le Parti Québécois aspire aussi à mieux soutenir les proches aidants et consolider les entreprises d'économie sociale et coopérative dans le réseau de services à domicile pour les personnes âgées et handicapées.

Pour les travailleurs, notre formation politique veut réformer le processus de reconnaissance des diplômes et de l'expérience étrangère des néo-Québécois afin de permettre une meilleure intégration en emploi et d'en garantir la transparence, l'accessibilité et l'application. Nous voulons favoriser et faciliter le recrutement de travailleurs étrangers en améliorant l'efficacité du traitement des demandes faites à l'État québécois pour combler des besoins de main-d'œuvre spécialisée par les



entreprises. Le Parti Québécois soutient également la régionalisation de l'immigration en favorisant l'établissement et l'intégration à l'emploi des néo-Québécois directement en région.

Pour lutter contre la pénurie chronique de main-d'œuvre, le Parti Québécois veut ramener 150 000 personnes expérimentées sur le marché du travail d'ici 2030. Pour ce faire, il s'engage à donner aux intéressés un important rabais d'imposition, sans pénalité quant à leurs revenus de retraite. Le Parti Québécois permettra également l'arrêt des cotisations au RRQ pour les personnes de 65 ans et plus qui continuent de travailler.

Veillez accepter nos salutations distinguées,

Claudine Desforges
Candidate du Parti Québécois dans Beauharnois

Christopher Massé
Candidat du Parti Québécois dans Vaudreuil

Samuel Patenaude
Candidat du Parti Québécois dans Soulanges

Parti Vert du Québec

Q. : Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?

R. : Le Parti Vert du Québec va appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années en les soutenant avec un financement accru. Le PVQ souhaite bonifier l'économie circulaire et cela fait partie de nos engagements dans notre programme électoral 2022: Le Nouveau Plan Vert pour le Québec. Cela inclut également un engagement de dépenser 500 milliards sur l'environnement et la transition énergétique dans un premier mandat.

Réponse fournie par Mme Gabrielle Lemoine, Agente de communication du Parti Vert du Québec

Québec Solidaire

Q. : Comment comptez-vous appuyer les entreprises d'économie sociale au courant des 4 prochaines années?

R. : Merci de nous donner l'opportunité de partager les convictions de Québec solidaire en lien avec l'économie sociale !

L'économie sociale s'inscrit tout à fait dans la vision de Québec solidaire de développer une économie de proximité et de diversifier les économies régionales.

L'économie sociale rejoint les orientations de notre parti, soit de :

- Miser sur une nouvelle vision du développement territorial en mettant au cœur de ce développement les gens qui habitent le territoire
- Stimuler l'économie locale
- Privilégier un modèle économique qui respecte la notion de développement durable et soutient des communautés vertes, solidaires, dynamiques et résilientes.
- Favoriser la mise en place d'une économie sociale et circulaire
- Valoriser des entreprises collectives dans lesquelles les citoyen.nes et les communautés prennent part aux décisions

La contribution des entreprises d'économie sociale pourrait notamment se retrouver dans :

- Mise en place de la Certification Fabriqué au Québec
- Mise en place d'une politique nationale d'approvisionnement local

Cette politique viserait à:

- Remplacer 40% des achats faits hors Québec par les institutions et ministères par des achats locaux d'ici 4 ans;
- Remplir à 70% d'aliments québécois les assiettes servies dans les services alimentaires de nos institutions publiques (CPE, écoles, hôpitaux, CHSLD, etc.) via une politique d'achat alimentaire local. Cette politique visera également à soutenir les PME régionales par la création de centres de distribution locaux facilitant la mise en marché et la distribution des biens, produits et services locaux.

Autres mesures qui concernent les entreprises d'économie sociale :

- Déploiement de services de proximité
- Augmentation des services et des soins à domicile pour les aîné.es et les personnes en perte d'autonomie



- Mise en chantier de 50 000 logements sociaux et soutien aux résidences pour aîné.es en mode coopératif ou OSBL
- Création du fonds anti-spéculation immobilière, soutenu par des organisations locales
- Mise en chantier de 37 000 places en Centres de la petite enfance (CPE)
- Levée de la TVQ sur les services de réparation pour favoriser la réutilisation

Québec solidaire sera fier d'avoir les entreprises d'économie sociale comme alliées vers une transition socioécologique !

Réponse fournie par les candidats suivants :

M. Pierre-Marc Allaire-Daly, candidat de Québec solidaire dans La Prairie

Mme Virginie Bernier, candidate de Québec solidaire dans Sanguinet

Mme Emmanuelle Perras, candidate de Québec solidaire dans Huntingdon

Mme Émilie Poirier, candidate de Québec solidaire dans Beauharnois